

# Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

## Marché de service

N° 251000021

**Accord-cadre pour la réalisation de prestations de bureaux d'études  
mécaniques et électroniques pour le compte de l'Ifremer**

### **CCAP commun aux deux lots**

#### **PROCEDURE :**

**Appel d'offres ouvert conformément aux articles R.2161-2 et R.2161-5 du Code de la  
commande publique**

#### **POUVOIR ADJUDICATEUR :**

**IFREMER**

**Zone industrielle de la Pointe du Diable**

**1625 route de Sainte Anne**

**29280 Plouzané**



## Table des matières

<b>1. Objet du marché – Dispositions générales .....</b>	<b>6</b>
1.1. Objet du marché .....	6
1.2. Allotissement .....	6
1.3. Attribution des lots .....	6
1.4. Cotraitance .....	6
1.5. Sous-traitance .....	6
<b>2. PIECES CONTRACTUELLES .....</b>	<b>7</b>
<b>3. PRESTATIONS DE L'ACCORD-CADRE ET PRINCIPE DES UNITE D'ŒUVRE .....</b>	<b>7</b>
3.1. Passation des prestations .....	7
3.2. Principe des unités d'œuvre .....	7
3.3. Evaluation des charges de travail par unité d'œuvre .....	8
<b>4. SUIVI DU MARCHE .....</b>	<b>10</b>
4.1. Représentant du titulaire .....	10
4.2. Représentant Ifremer .....	10
<b>5. PRIX DU MARCHE .....</b>	<b>10</b>
5.1. Contenu des prix .....	10
5.2. Type de prix .....	11
5.3. Date d'établissement des prix .....	11
5.4. Variation dans les prix .....	11
<b>6. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS .....</b>	<b>11</b>
6.1. Avance .....	11
6.2. Acomptes .....	12
6.3. Délai global de paiement .....	12
6.4. Présentation des marchés subséquent et des bons de commande .....	12
6.5. Présentation des demandes de paiement .....	13
<b>7. DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>14</b>
<b>8. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>14</b>
<b>9. PENALITES .....</b>	<b>14</b>
9.1. Pénalité pour retard .....	14
9.2. Pénalité pour absence de remise d'offre d'un marché subséquent (lot 1) .....	15

10.....	CONFIDENTIALITE	15
11.....	PROPRIETE	
INTELLECTUELLE .....		15
11.1. Dispositions générales relatives à l'utilisation des résultats .....		15
11.2. Propriété matérielle .....		16
11.3. Garantie de copyright des données, des programmes et des mentions d'origine communiqués au Titulaire par l'IFREMER .....		16
11.4. Garantie des droits .....		16
12.VERIFICATIONS	ET	DECISIONS
VERIFICATION.....		APRES
		17
13.MODIFICATIONS	EN	COURS
MARCHES .....		DE
		17
13.1. Modification du marché.....		17
13.2. Clause de réexamen .....		17
13.3. Le marché complémentaire .....		18
13.4. L'avenant de transfert .....		18
14.MARCHE	NEGOCIE	SANS
CONCURRENCE .....	PUBLICITE	NI
	MISE	EN
		19
15.....	RESILIATION	19
16.EXECUTION	AUX	FRAIS
RISQUE.....		ET
		19
17.ASSURANCES	ET	DIVERSES
ATTESTATIONS .....		19
18.DISPOSITIONS	SPECIFIQUES	AUX
SUBSEQUENTS .....		MARCHES
		20
18.1. Attribution des marchés subséquents .....		20
18.2. Marché subséquents infructueux.....		21
18.3. Modalité de la remise en concurrence .....		21
18.4. Contenu du marché subséquent .....		21
18.5. Analyse des offres des marchés subséquents.....		22
18.6. Attribution et notification du marché subséquent .....		23
18.7. Pièces constitutives des marchés subséquents .....		23
19.DEROGATIONS	AUX	DOCUMENTS
GENERAUX .....		24



## 1. Objet du marché – Dispositions générales

### 1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de bureaux d'études mécaniques et électroniques pour le compte de l'Ifremer.

Le détail des prestations et de l'environnement technique est défini au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) joint.

### 1.2. Allotissement

Le présent accord-cadre en scindé en lots :

LOT 1 : Réalisation de prestations de bureaux d'études mécaniques

LOT 2 : Réalisation de prestations de bureaux d'études électroniques

### 1.3. Attribution des lots

- Lot 1 : Conformément à l'article R2162-10 du code de la commande publique, le lot 1 est un accord-cadre **multi-attributaires. A l'issue de la procédure de passation, 2 opérateurs économiques sont retenus pour le lot 1.**
- Lot 2 : Le lot 2 est un accord-cadre mono-attributaire. A l'issue de la procédure de passation, 1 seul opérateur économique est retenu pour le lot 2.

### 1.4. Cotraitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer l'un ou l'autre des groupements définis à l'article R2142-20 du Code de la Commande publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

Quel que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

### 1.5. Sous-traitance

Le titulaire du marché peut recourir à la sous-traitance dans les conditions définies aux articles L2193-2 et R2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le titulaire du marché est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600.00 € T.T.C.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Représentant du pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché.



En cas de sous-traitance occulte le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses frais et risques.

## **2. PIÈCES CONTRACTUELLES**

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement pour chaque lot et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le bordereau de prix unitaires (BPU) pour le lot 2 ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux deux lots et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun aux deux lots ;
- L'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- le mémoire technique des titulaires de l'accord-cadre ;
- le mémoire technique du titulaire de chaque marché subséquent.

Le CCAG/PI est une pièce générale qui bien que non jointe est une pièce constitutive du marché, elle est réputée connue du titulaire du marché. L'exemplaire de chacune de ces pièces, conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur fait seul foi.

## **3. PRESTATIONS DE L'ACCORD-CADRE ET PRINCIPE DES UNITÉ D'ŒUVRE**

### **3.1. Passation des prestations**

Les prestations du lot 1 s'exécutent par le biais de marchés subséquents au fur et à mesure des besoins du Pouvoir Adjudicateur (IFREMER). Chaque marché subséquent fait l'objet d'une remise en concurrence auprès des 2 titulaires retenus au terme de la procédure de passation de l'accord-cadre. Chaque marché subséquent est notifié sur la base des prix des unités d'œuvre définis à l'acte d'engagement.

Les prestations du lot 2 s'exécutent par le biais de bons de commande au fur et à mesure des besoins du Pouvoir Adjudicateur. Les bons de commande ne font pas l'objet d'une remise en concurrence et sont notifié sur la base des prix des unités d'œuvre définis au bordereau des prix unitaires (BPU).

### **3.2. Principe des unités d'œuvre**

Compte tenu de la multiplicité et de la diversité des systèmes mécaniques et électroniques gérés par l'Ifremer, l'institut est dans l'incapacité de définir des prestations détaillées. En

revanche, quel que soit le système à développer ou à faire évoluer, l’Ifremer a pu définir des tâches élémentaires dénommées Unité d’œuvre.

Une unité d’œuvre correspond à un processus standardisé concourant à la réalisation d’un service ou d’un produit qui est « formaté ». Exprimer la réalisation de prestations en unité(s) d’œuvre permet ainsi de fixer financièrement dans l’accord-cadre la réalisation d’un engagement de résultat, le titulaire étant lié par un livrable à fournir, quels que soient les moyens qu’il aura réellement employés au cours de son processus.

Une unité d’œuvre (UO) se résume essentiellement par :

- Une opération technique élémentaire (OTE) à réaliser,
- Un livrable ou produit résultant d’un processus de production,
- Un délai standard de réalisation,
- La vérification de la satisfaction des exigences.
- Un prix unitaire « global » correspondant à la réalisation d’une unité du produit.

Le délai standard de réalisation d’une unité d’œuvre est fixé à 1 jour d’exécution (durée 8 heures).

L’Unité d’Œuvre est un élément unitaire qui est définie en fonction des types de prestation énoncées dans les OTE. Elle correspond à un délai d’exécution de la prestation d’une journée pour une tâche à effectuer, comprenant la réalisation, le pilotage et l’administration de la prestation ainsi que tous les éléments définis à l’article 5.1 et 5.2 du CCTP.

A chaque Unité d’Œuvre, on associe une charge standard qui est définie en fonction des OTE. Celle-ci doit aussi tenir compte des compétences et du niveau des personnes réalisant la prestation.

Les Unités d’Œuvre se déclinent en plusieurs types d’opérations techniques élémentaires (OTE) définies ci-après et détaillées dans le CCTP par lot :

➤ **OTE DU LOT 1 :**

OTE 1 : Mise à jour de dossier de plan

OTE 2 : Réalisation de plans de détail et de fabrication à partir de plans d'ensembles

OTE 3 : Réalisation d'études mécaniques

OTE 4 : Réalisation d'avant-projets

OTE 5 : Calcul mécanique par éléments finis

➤ **OTE DU LOT 2 :**

OTE 6 : Mise à jour de dossier de conception

OTE 7 : Réalisation d'études électroniques

OTE 8 : Réalisation d'avant-projets

### 3.3. Evaluation des charges de travail par unité d’œuvre

Au niveau de l’évaluation des charges, celle-ci se fait en suivant une approche fonctionnelle métier et sur la base du coût unitaire d’unité d’œuvre défini à l’acte d’engagement du lot 1 et au BPU du lot 2.



L'évaluation des charges est arrêtée à la passation de Marché subséquent/chaque bon de commande selon le processus suivant :

- **Etape 1** : l'IFREMER soumet au titulaire une demande de prestation accompagnée du descriptif de la prestation et de son attendu, y compris en terme de livrable. Pour le lot 1, cette étape prend la forme d'un marché subséquent (voir article 18 ci-après).

- **Etape 2** : sur la base de ce descriptif, le titulaire propose la ou les OTE nécessaire(s) à la réalisation de la prestation avec les quantités associées, et pour les marchés subséquents du lot 1 remet une offre conformément à l'article 18.3 et suivant ci-dessous. Pour chacune de ces OTE, le titulaire soumet à minima au pouvoir adjudicateur :

\*Les quantités,

\*Le délai global de réalisation.

- **Etape 3** : L'évaluation de la charge par marché subséquent/bon de commande est donc égale à :

Montant du marché subséquent/Montant du bon de commande : = montant de la ou des OTE requise(s) pour la prestation (voir AE pour le lot 1 et voir BPU pour le lot 2) x quantités par OTE.

Un même marchés subséquent/bon de commande peut regrouper plusieurs natures d'OTE et peut regrouper des OTE pour des prestations réalisées dans les locaux d'Ifremer et des OTE pour des prestations réalisées dans les locaux du Titulaire.

- **Etape 4** : le pouvoir adjudicateur notifie un marché subséquent/bon de commande comportant :

\* L'objet de la prestation,

\* Les OTE commandées sur la base des prix unitaires définis au à l'acte d'engagement pour le lot 1 et au BPU pour le lot 2,

\* Les quantités attachées à chaque OTE,

\* Le délai d'exécution du marché subséquent/bon de commande,

\* Les livrables attendus.

Pour les bons de commande du lot 2, il est précisé ce qui suit :

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 7 jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG/PI, si le démarrage du premier bon de commande intervient dans un délais de plus de 6 mois à compter de la notification du marché, le titulaire doit exécuter le bon de commande et les dispositions relatives à la résiliation prévues à cet article ne s'applique pas.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché tant que le délai d'exécution du bon de commande n'excède pas de plus de 3 mois la date de fin de validité du marché.

## **4. SUIVI DU MARCHÉ**

### **4.1. Représentant du titulaire**

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un interlocuteur unique pour les besoins de l'exécution du marché et s'engage à respecter l'article 3.2.5 du CCTP.

Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment aux intervenants en charge des prestations.

Plus généralement, le titulaire doit notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

### **4.2. Représentant Ifremer**

Dès la notification du marché l'IFREMER désigne le ou les correspondants du marché pour la phase exécution.

## **5. PRIX DU MARCHÉ**

### **5.1. Contenu des prix**

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG/PI, Les prix définis à l'acte d'engagement du lot 1 et au BPU du lot 2 sont réputés comprendre tous les frais liés à l'exécution du marché et aux exigences du CCAP et du CCTP notamment :

- Les coûts de la plateforme technique tels que définis à l'article 5.1 et 5.2 du CCTP,
- Les coûts liés à la CAO,
- Les livrables associés à l'OTE,
- Les frais liés à la main d'œuvre,
- Tous les frais annexes,
- Les coûts de coordination,
- Le suivi d'exécution des bons de commande,
- les déplacements nécessaires à l'exécution des UO.

Par ailleurs, les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

## 5.2. Type de prix

Les prix de l'acte d'engagement du lot 1 et du BPU du lot 2 sont unitaires et varient selon la nature de l'OTE et selon que la prestation est réalisée dans les locaux d'Ifremer ou dans les locaux du titulaire.

## 5.3. Date d'établissement des prix

La date d'établissement des prix est le mois de remise des offres (mars 2025).

## 5.4. Variation dans les prix

Le prix de l'acte d'engagement du lot 1 et du BPU du lot 2 sont fermes la première année d'exécution du marché puis révisibles annuellement à chaque date anniversaire du marché, à la diligence du Titulaire, selon la formule suivante :

$$P = Po (Sy/Syo)$$

Où

P = Prix actualisé

Po = Prix initial à la date de notification du marché.

Sy = Dernière valeur publiée de l'indice SYNTEC à la date anniversaire de notification du marché (indice publié à « l'Usine Nouvelle » et au « Moniteur des travaux publics »)

Syo = Valeur de l'indice SYNTEC publié à la date de notification du marché.

En tout état de cause, La variation des prix issue de l'application de la formule de révision s'applique à la hausse comme à la baisse. De plus, la hausse des prix unitaires engendrée par l'application de cette formule ne pourra être supérieure à 3%.

# 6. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS

## 6.1. Avance

Le présent marché prévoit le versement d'une avance dans les conditions fixées à l'article R 2191-7 et suivant du Code de la Commande Publique.

En l'absence de montant minimum, l'avance est accordée pour chaque marché subséquent/bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant du marché subséquent/ bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois. Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est

égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du marché subséquent/bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnants lieux à paiement direct.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Il doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

## 6.2. Acomptes

Pour les marchés subséquents/bons de commande dont le délai d'exécution est supérieur à 3 mois, le titulaire peut prétendre au paiement d'acompte mensuel à partir de la date de notification du marché subséquent/bon de commande. Le montant de l'acompte doit correspondre au montant des prestations réellement exécutées. Pour cela le titulaire justifie par écrit de l'avancement des prestations.

Si le pouvoir adjudicateur ou son représentant constate que la demande d'acompte ne correspond pas à l'avancement réel des prestations l'acompte est soit réduit soit suspendu jusqu'à la réalisation des prestations correspondant à l'acompte.

Si le versement d'un acompte est lié à la fourniture d'un livrable, l'absence du livrable suspend le versement de l'acompte. Si le livrable n'est pas conforme aux éléments demandés dans les spécifications jointes au marché subséquent/bon de commande, le montant de l'acompte peut être réduit voir suspendu par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

## 6.3. Délai global de paiement

Les factures sont réglées à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par virement au numéro de compte du Titulaire. Si le délai de règlement par l'Ifremer d'une facture du Titulaire devenue exigible est supérieur à 30 jours, il sera fait application à compter de ce délai d'un taux d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 6.4. Présentation des marchés subséquent et des bons de commande

Chaque marché subséquent/bon de commande indiquera :

- La raison sociale du titulaire,
- Le numéro et l'objet du marché,
- Le numéro SAP,
- Le numéro et la date du marché subséquent/du bon de commande,
- Le lieu d'exécution,
- l'objet de la prestation,
- le délai d'exécution du marché subséquent/bon de commande, soit la date limite de la prestation,

- la nature, les quantités et les prix unitaires

## 6.5. Présentation des demandes de paiement

Le règlement du Titulaire interviendra sur la base des prestations effectivement réalisées. Le règlement sera diminué, le cas échéant, des pénalités prévues à l'article 9 du présent document.

Les factures seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

DENOMINATION
Libellé au nom de l'IFREMER
Adresse de facturation
Identification du tiers
N°SIRET
N° TVA intracommunautaire
N°IBAN
N° Facture
N° Commande (SAP)
Objet de commande (nature)
Objet de commande (quantité)
Montant total HT
TVA (montant, taux)
Référence du projet

Les factures non conformes seront rejetées et le délai global de paiement mentionné est suspendu.

Les factures seront adressées en un seul original à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

NOM : INST FR RECHERCHE POUR L'EXPLOIT MER

SIRET : 330 715 368 00032  
Code de service : METROPOLE\_DOM

## 7. DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le délai d'intervention pour prise en charge de la prestation (voir article 3.2.3 du CCTP) est celui indiqué par le titulaire dans son mémoire technique. Ce délai ne peut dépasser 15 jours calendaires (samedi, dimanche et jours fériés inclus).

Les délais d'exécution des prestations sont définis lors de la passation de chaque marchés subséquent/bon de commande, par défaut le délai d'exécution est de 15 jours calendaires à compter de la date de notification du marché subséquent/du bon de commande.

## 8. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

En fonction de la demande émise par l'Ifremer, les prestations s'exécutent dans les locaux de l'Ifremer et/ou dans les locaux du titulaire sous réserve des dispositions de l'article 3.2.2 du CCTP.

## 9. PENALITES

### 9.1. Pénalité pour retard

Lorsque le délai d'intervention défini ci-dessus et/ou le délai d'exécution défini dans le marché subséquent ou dans le bon de commande, ou à défaut, sur tout autre document permettant l'élaboration de la commande, n'est pas respecté du fait du Titulaire, celui-ci encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de retard calculée en application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{500}$$

avec :

P = le montant des pénalités ;

V = la valeur pénalisée. Cette valeur est égale au montant hors taxes du marché subséquent ou du bon de commande concerné;

R = le nombre de jours de retard calculé jusqu'à la remise effective de la prestation dans des conditions permettant à l'Ifremer d'en prononcer la réception.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble du marché.



## 9.2. Pénalité pour absence de remise d'offre d'un marché subséquent (lot 1)

L'absence de dépôt d'une offre par un co-attributaire dans le cadre d'une remise en concurrence pour l'attribution d'un marché subséquent ou la proposition d'une offre irrégulière pourra donner lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire de 2 000 € HT. Le co-titulaire est exonéré de cette pénalité s'il justifie de son impossibilité à répondre au marché subséquent.

## 10. CONFIDENTIALITE

L'ensemble des documents et informations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et de ses annexes, ainsi que ceux transmis ultérieurement au cours de l'exécution du présent marché, quel qu'en soit le support et la forme, sont strictement confidentiels et couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal).

Le Titulaire s'engage, pendant toute la durée du marché, mais également pendant cinq (5) ans après son échéance ou sa résiliation quelle qu'en soit la cause, à respecter de façon absolue les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et, le cas échéant, par ses prestataires et sous-traitants :

- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales, sauf en cas d'accord exprès et préalable de l'IFREMER, accord qui peut être refusé à l'entière discrétion de ce dernier ;
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données et fichiers communiqués par l'IFREMER au Titulaire.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire du présent marché peut également être engagée sur la base, notamment, des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du Code pénal, sauf s'il est obligé de divulguer ces documents ou informations en application d'une obligation légale, réglementaire, ou d'une décision de justice.

## 11. PROPRIETE INTELLECTUELLE

### 11.1. Dispositions générales relatives à l'utilisation des résultats

En complément de l'article 35 du CCAG/PI, il est précisé que le Pouvoir Adjudicateur peut librement utiliser les résultats, même partiels, des prestations dans les limites fixées au présent article. Il peut communiquer à des tiers les résultats des prestations nées du marché, notamment les dossiers d'études, rapports d'essais, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du marché.

Le Titulaire est tenu de communiquer au Pouvoir adjudicateur, les connaissances acquises dans l'exécution du marché. Cette transmission conditionne la validation et la réception des prestations. Le Pouvoir adjudicateur s'engage à considérer les méthodes et le savoir-faire du

Titulaire comme confidentiels, sauf lorsque ces méthodes et savoir-faire sont compris dans l'objet du marché. Les titres protégeant les inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché ne peuvent être opposés au Pouvoir adjudicateur pour limiter l'utilisation des résultats des prestations.

Le Titulaire fait son affaire de l'obtention des auteurs, des cessionnaires des droits patrimoniaux, des éditeurs de logiciels standards et spécifiques, de toutes les licences permettant la parfaite exécution des prestations prévues au marché.

## 11.2. Propriété matérielle

Le transfert de propriété des supports matériels des développements réalisés au titre de ce marché est effectif à la date de réception des prestations.

## 11.3. Garantie de copyright des données, des programmes et des mentions d'origine communiqués au Titulaire par l'IFREMER

Le Titulaire garantit au Pouvoir adjudicateur qu'il prend toute mesure utile pour préserver la propriété du Pouvoir adjudicateur et de ses ayants droits sur les données qui lui sont transmises dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'interdit de les utiliser, de les transmettre à des tiers, de les modifier, de les dupliquer ou de les conserver, au-delà et en dehors des prestations prévues au marché. Il ne peut ni les reproduire, ni les représenter, ni les diffuser à titre gratuit ou onéreux à des tiers sur quelque support connu ou inconnu que ce soit, en dehors des prestations entrant dans l'objet du présent marché.

Le Titulaire s'engage à restituer au Pouvoir adjudicateur toutes les données, dossiers d'analyse, traitement de données, programmes, vidéogrammes, contenus sonores et/ou visuels, documents graphiques, films, enregistrements, fichiers, bases de données et tous autres documents sur quelque support connu ou inconnu à ce jour que ce soit, fournis par l'IFREMER et utilisés pour l'exécution du marché.

## 11.4. Garantie des droits

Le Titulaire garantit le Pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle et industrielle des matériels, des logiciels, applications, documentations et méthodes fournis au titre du marché. Si le Pouvoir adjudicateur est saisi de revendications de tiers, ou est victime d'un trouble dans la jouissance des prestations entrant dans l'objet du présent marché, le Titulaire - sans préjudice des sanctions encourues - doit prendre immédiatement les mesures propres à les faire cesser.

Le Titulaire du marché garantit qu'il s'engage à son choix, (i) à modifier ou de remplacer les éléments objets du litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché, (ii) à faire en sorte que le pouvoir adjudicateur puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, ou, (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser au pouvoir adjudicateur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le titulaire du marché prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, serait condamné à raison d'un acte de contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire du marché.

Le Pouvoir adjudicateur, s'il fait l'objet d'une assignation fondée sur un droit de propriété intellectuelle ou industrielle portant sur un des éléments des prestations, s'engage pour sa part à :

- Aviser le Titulaire, dans un délai de 8 jours, de l'assignation qu'il aurait reçue ;
- L'appeler en cause en qualité de garant et à souffrir qu'il soulève les moyens utiles à sa défense, sans que cette procédure puisse être alléguée par le Titulaire pour des délais supplémentaires d'exécution, ou des demandes de paiement supplémentaire ;
- Accepter qu'il négocie, si bon lui semble, le désistement du demandeur, étant précisé qu'il n'en résultera aucune dépense supplémentaire à la charge du Pouvoir adjudicateur, ni délai supplémentaire d'exécution des prestations.

## **12. VERIFICATIONS ET DECISIONS APRES VERIFICATION**

A l'issue des opérations de vérification de chaque marché subséquent/bon de commande, le pouvoir adjudicateur prononce dans les conditions définies à l'article 29 du CCAG/PI :

- Soit une décision d'admission des prestations. Par dérogation à l'article 29.1 du CCAG/PI, il ne peut y avoir d'admission tacite des prestations,
- Soit une décision d'ajournement des prestations ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision d'admission avec réfaction ; cette décision doit être motivée. Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG/PI, si l'acheteur ne notifie pas une nouvelle décision au titulaire dans les 15 jours suivants ses observations, cela ne vaut pas admission sans réfaction.
- Soit une décision de rejet partiel ou total des prestations ; cette décision doit être motivée.

## **13. MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHES**

### **13.1. Modification du marché**

L'accord-cadre et les marchés subséquents peuvent être modifiés par avenant dans les conditions prévues aux articles L2194-1 et R2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

### **13.2. Clause de réexamen**

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, les modifications suivantes sont autorisées :

➤ **Modification du plafond de la clause butoir**

- La suppression ou modification ponctuelle ou définitive du plafond fixé par la clause butoir,
- Le réexamen est déclenché par la survenance d'un événement imprévu au sens de l'article R. 2194-5 du code de la commande publique. Le titulaire signale à l'acheteur, par tout moyen permettant de déterminer avec précision une date de réception, les difficultés financières justifiant la modification visée au premier alinéa. Le produira tous les justificatifs nécessaires à sa demande,

- La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'Ifremer mais est initié par le seul Titulaire.

Les modifications sont autorisées d'un commun accord entre les parties et conclu par avenant.

➤ Prestations supplémentaires LOT 1

- au lancement du marché subséquent : Si des OTE supplémentaires non prévus à l'accord-cadre deviennent nécessaires pour l'exécution d'une prestation du marché, le pouvoir adjudicateur peut les ajouter directement à une demande de proposition pour un marché subséquent, sans procéder à une modification de l'accord-cadre par avenant. Les co-attributaires proposent un prix pour l'OTE supplémentaire. Le pouvoir adjudicateur commandera cette prestation, au même titre que les autres prestations du marché subséquent.

- En cours d'exécution de l'accord-cadre : Si des OTE supplémentaires non prévus à l'accord-cadre deviennent nécessaires pour l'exécution du LOT 1, les co-attributaires proposent un prix pour l'OTE supplémentaire. Une fois ces prix acceptés, le pouvoir adjudicateur notifie ces OTE supplémentaires par avenant à chaque co-attributaires à condition que les OTE supplémentaires n'impactent pas le montant maximum de l'accord-cadre.

➤ Prestations supplémentaires LOT 2

En cours d'exécution de l'accord-cadre : Si des OTE supplémentaires non prévus à l'accord-cadre deviennent nécessaires pour l'exécution du LOT 2, les co-attributaires proposent un prix pour l'OTE supplémentaire. Une fois ces prix acceptés, le pouvoir adjudicateur notifie ces OTE supplémentaires par avenant à chaque co-attributaires à condition que les OTE supplémentaires n'impactent pas le montant maximum de l'accord-cadre.

### 13.3. Le marché complémentaire

Conformément aux articles R 2194-2 et R 2194-3 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié dans la limite de 50 % du montant du marché initial avec le titulaire du marché initial, pour des prestations supplémentaires devenus nécessaires et qui ne figuraient pas dans le marché initial. Il faut en outre qu'un changement de titulaire :

- soit impossible pour des raisons économiques ou techniques
- et présente un inconvénient majeur ou risque d'entraîner une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur.

### 13.4. L'avenant de transfert

Le marché initial peut être modifié par avenant de transfert, quand le titulaire initial est remplacé par un nouveau titulaire suite à une opération de restructuration du titulaire initial.

## **14. MARCHE NEGOCIE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE**

En application de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, des contrats négociés sans publicité ni mise en concurrence pourront être passés ultérieurement dans les conditions suivantes :

-Pour la réalisation de prestations similaires. Sont considérées comme prestations similaires toutes prestations qui se rapportent directement à l'objet du marché.

-La durée de ces contrats ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du contrat public initial.

La modification prend alors la forme d'un marché complémentaire.

## **15. RESILIATION**

En complément à l'article 39 du CCAG/PI, la résiliation pour faute du titulaire se fera aux frais et risques de celui-ci. La décision de résiliation doit dans ce cas indiquer que le Pouvoir Adjudicateur fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché au frais et risques du titulaire.

La décision de résiliation, quelle qu'en soit le motif donne lieu à la notification d'un décompte de résiliation au titulaire du marché.

## **16. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE**

En dehors du cas de la résiliation pour faute du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché et que le titulaire ne peut effectuer, quand la prestation, par nature ne peut souffrir aucun retard.

## **17. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS**

Conformément à la réglementation issue du code du travail, le Titulaire fournit à l'IFREMER à la signature du présent contrat et tous les six (6) mois, jusqu'à sa date d'expiration, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au Titulaire et datant de moins de six (6) mois,
- un extrait K-bis de moins de trois (3) mois justifiant de l'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés,
- une déclaration sur l'honneur dans laquelle le Titulaire atteste qu'il a effectué toutes les déclarations nécessaires auprès de l'administration fiscale et, dans l'hypothèse où il emploierait des salariés, que ceux-ci sont employés de façon régulière, conformément au code du travail.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **18. DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX MARCHES SUBSEQUENTS**

### **18.1. Attribution des marchés subséquents**

A l'issue de la procédure de passation du lot 1, l'accord-cadre sera attribué à deux titulaires.

L'exécution des prestations donne lieu, lors de la survenance d'un besoin, à la passation d'un marché subséquent avec remise en concurrence des deux titulaires retenus à la notification de l'accord-cadre. La qualité de « titulaire de l'accord-cadre » permet aux titulaires retenus d'être les seuls à pouvoir déposer une offre et d'être les seuls à pouvoir devenir titulaire d'un marché subséquent. Au terme de la passation du marché subséquent, le Pouvoir adjudicateur retient un seul titulaire par marché subséquent.

Les titulaires de l'accord-cadre sont tenus de répondre à chaque remise en concurrence. Ils s'engagent à faire des offres régulières, acceptables et appropriées lorsqu'ils seront sollicités pour la passation des marchés subséquents.

En cas d'incapacité d'un des titulaires à répondre à un marché subséquent, celui-ci doit prévenir le Pouvoir Adjudicateur sous 5 jours ouvrés à compter de la publication du marché subséquent de son incapacité à répondre en précisant les raisons de cette incapacité. Ce délai de 5 jours ouvrés peut être modifié dans le marché subséquent en fonction de la complexité de la consultation et du délai de remise des offres fixé.

En cas d'absence de remise d'une offre dans le cadre d'une remise en concurrence et d'absence de justification telle qu'exposé ci-dessus ou en cas de proposition d'une offre ne respectant pas les stipulations de l'accord-cadre, le titulaire s'expose aux pénalités prévues à l'article 9.2 du présent CCAP.

Par ailleurs, en cas d'absence répétée de proposition dans le cadre d'une remise en concurrence, d'incapacité répétée à répondre ou en cas de proposition répétée d'offres ne respectant pas les stipulations de l'accord-cadre, l'accord-cadre pourra être résilié à l'égard du titulaire fautif. La résiliation sera effective à compter de la date de réception d'une lettre recommandée avec avis de réception. Le titulaire fautif ne pourra prétendre à aucune indemnité.

En cas de besoin complémentaire en cours de prestation sur un marché subséquent, seul le titulaire du marché subséquent pourra remettre une offre complémentaire dans les conditions fixées à l'article 13 ci-avant.

Les marchés subséquents précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre. Ils ne peuvent entraîner des modifications substantielles des termes de l'accord-cadre.



## 18.2. Marché subséquents infructueux

En l'absence de réponse des titulaires de l'accord-cadre à un marché subséquent, d'incapacité à répondre de l'ensemble des titulaires ou de réception d'offres qui seraient toutes soit irrégulières, soit inacceptables, soit inappropriées, le pouvoir adjudicateur déclare la procédure de mise en concurrence du marché subséquent infructueuse et se réserve la possibilité d'attribuer les prestations objet de ce marché subséquent à un tiers, sans publicité ni mise en concurrence préalable.

## 18.3. Modalité de la remise en concurrence

Les remises en concurrence sont réalisées lors de la survenance d'un besoin.

Elles seront réalisées par la diffusion aux titulaires de l'accord-cadre d'un marché subséquent valant acte d'engagement, dont le modèle est joint au dossier de consultation des entreprises. Ce modèle pourra évoluer pour les besoins du marché.

Cette diffusion se fera par voie dématérialisée sur la plateforme PLACE, à l'adresse électronique de l'interlocuteur désigné dans les documents de l'offre. Tous les échanges entre le titulaire et l'Ifremer relatif à cette consultation devront avoir lieu via la plateforme PLACE.

**L'offre des titulaires est obligatoirement déposée sur PLACE.**

Le délai de remise des offres sera fixé dans la demande de proposition en fonction de la complexité de la demande. Il sera au minimum de 10 jours ouvrés (c'est-à-dire hors samedi, dimanche et jours fériés).

## 18.4. Contenu du marché subséquent

Les marchés subséquents précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre notamment la définition du besoin technique (voir étape 1 de l'article 3.3 ci-avant). Ils ne peuvent entraîner de modifications substantielles des termes de l'accord-cadre.

Le marché subséquent valant acte d'engagement dont le modèle est annexé au présent CCAP sera à compléter par le titulaire conformément aux dispositions du présent CCAP et du marché subséquent. Le pouvoir adjudicateur pourra, en plus de cet acte d'engagement, demander aux titulaires de l'accord-cadre de fournir des documents complémentaires notamment pour évaluer les critères de choix énoncés à chaque marché subséquent. Ces documents complémentaires sont clairement identifiés lors du lancement de chaque marché subséquent.

Le marché subséquent valant acte d'engagement, complété par le titulaire, et les pièces complémentaires demandées correspondent à son offre pour le marché subséquent.

L'offre proposée pour un marché subséquent par le titulaire de l'accord-cadre doit se conformer aux caractéristiques fixées par l'accord-cadre et aux conditions propres au marché subséquent.

Le délai de validité des offres est de soixante (60) jours, à compter de la date limite de remise des offres.

Il appartient au titulaire de l'accord-cadre de signaler les omissions, imprécisions ou contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents fournis et de demander les éclaircissements nécessaires.

En conséquence, le titulaire d'un marché subséquent ne peut se prévaloir d'aucune erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les pièces du marché pour refuser l'exécution des prestations nécessaires ou pour prétendre à des suppléments d'honoraires.

### 18.5. Analyse des offres des marchés subséquents

À l'issue de chaque remise en concurrence, sans négociation, le pouvoir adjudicateur attribue un marché subséquent au titulaire de l'accord-cadre qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères d'attribution suivants :

- **Critère 1 – Le prix** : Pondération à fixer entre 40% et 50%
- **Critère 2 - La valeur technique de la proposition** : Pondération à fixer entre 40% et 50%
- **Critère 3 – Les délais d'exécution** : Pondération à fixer entre 0% et 20%

Le pouvoir adjudicateur indiquera à chaque remise en concurrence la pondération appliquée à chacun des trois critères, dans le respect des pondérations minimales et maximales indiquées ci-dessus.

Le pouvoir adjudicateur indiquera également à chaque remise en concurrence les sous-critères de chaque critère et ainsi que leur pondération.

Chaque critère sera noté sur 20 points puis pondéré.

La notation se fera comme suit :

- **La note prix (NP)** est calculée à partir du montant total hors taxes du marché subséquent (voir étape 3 de l'article 3.3 ci-avant).

La note maximale de 20 est attribuée au co-attributaire qui présente le montant total HT le moins élevé. La note de l'autre co-attributaire est attribuée en application de la formule suivante :

$$NP = 20 \times (\text{Montant total HT le moins disant} / \text{montant total HT de l'offre analysée})$$

- **La note technique (NT)** est attribuée sur 20 points par rapport aux sous-critères définis à chaque marché subséquent sur la base d'un mémoire technique.
- **La note délais d'exécution (ND, si ce critère est retenu)**, est attribuée sur 20 points par rapport au délai global d'exécution sur lequel s'engage l'opérateur économique dans son offre. La note délai est obtenue en application de la formule suivante :

$$ND = 20 \times (\text{somme des délais la plus faible} / \text{somme des délais de l'offre analysée})$$

Lors de la passation d'un marché subséquent le Pouvoir adjudicateur peut indiquer un délai minimal en-dessous duquel l'offre de l'opérateur économique est jugée irrégulière ou un délai minimal en dessous-duquel, l'opérateur économique n'obtient pas de point supplémentaire.

- **Note finale**

La note finale (NF) est égale à la somme des notes NP, NT et ND pondérées.

En cas d'égalité de notes finales, l'offre comportant la meilleure note technique (NT) sera retenue.

## 18.6. Attribution et notification du marché subséquent

Le marché subséquent est attribué au co-attributaire qui obtient la meilleure note finale (NF), sous réserve d'avoir transmis les pièces suivantes :

- Justificatif d'inscription au registre professionnel ou équivalent en cours de validité (datant de moins de 3 mois) ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation (articles D8254-2 à D8254-5 du code du travail). Le titulaire fournit une liste indiquant pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre valant autorisation de travail ;
- Attestation de vigilance en cours de validité (datant de moins de 6 mois) ;
- Attestation de régularité fiscale en cours de validité (datant de moins de 6 mois) ;
- Attestations d'assurances civile et professionnelle en cours de validité portant sur des garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Le candidat non retenu sera informé des résultats de la consultation.

La notification du marché subséquent, complété par le titulaire et signé par le pouvoir adjudicateur, par l'envoi de sa copie au titulaire, donnera force exécutoire au marché. Les conditions générales de son exécution sont celles précisées au présent accord-cadre.

L'attributaire du marché subséquent accepte que les documents du marché public soient matérialisés afin de permettre la signature manuscrite du marché public sur support papier.

L'attributaire reçoit une copie du marché subséquent, par échange dématérialisé adressé avec accusé de réception qui emporte notification du marché subséquent.

Le titulaire du marché subséquent ainsi désigné est soumis pour l'exécution des prestations qui lui sont confiées aux dispositions qui suivent sous réserve des conditions particulières qui sont précisées pour chaque marché subséquent.

## 18.7. Pièces constitutives des marchés subséquents

Les modalités d'exécution spécifiques des marchés subséquents ainsi que le contenu exact des prestations demandées sont détaillées dans les pièces particulières propres à chaque marché subséquent, dans la limite des conditions générales prescrites à l'accord-cadre.

Sauf mention contraire dans les documents de consultation propres à chacun des marchés subséquents, les pièces contractuelles de ces marchés sont, par ordre de priorité décroissant:

- L'acte d'engagement de l'accord-cadre ;
- Le présent CCAP ;
- Le marché subséquent valant acte d'engagement ;
- L'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles
- L'offre technique du titulaire remise lors de la consultation en vue de l'attribution de l'accord-cadre ainsi que ses éventuelles réponses aux demandes de précision en phase d'analyse, en tant qu'elles complètent sans remettre en cause le présent accord-cadre

- L'offre technique du titulaire remise lors de la consultation en vue de l'attribution du marché subséquent ainsi que ses éventuelles réponses aux demandes de précision en phase d'analyse, en tant qu'elles complètent sans remettre en cause le présent accord-cadre et/ou le marché subséquent.

En cas de contradiction entre les clauses d'un marché subséquent et les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières s'imposent, sauf si les documents particuliers du marché subséquent indiquent spécifiquement les termes de l'accord-cadre auxquels ils dérogent.

Les prescriptions des pièces constitutives de l'accord-cadre et du marché subséquent annulent tout effet des clauses et conditions soit commerciales, soit techniques que les titulaires auraient incluses dans des offres, devis, notes écrites, et a fortiori, verbales ou lettres mêmes recommandées avec accusés de réception concernant l'accord-cadre et/ou le marché subséquent.

## **19. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

- \* l'article 3.3 déroge aux articles 3.7.2 et 3.8.3 du CCAG
- \* l'article 5.1 complète l'article 10.1.3 du CCAG
- \* l'article 11.1 complète l'article 35 du CCAG
- \* l'article 12 déroge à l'article 29.1 et 29.3 du CCAG
- \* l'article 15 complète l'article 39 du CCAG